

La Révolte N°72

Juillet-Août 2021

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus

Il y eut quelque chose de jouissif à observer les réactions des hommes politiques et des journalistes, à la vue des résultats des dernières élections régionales et départementales. Rien en s'est passé comme ils l'imaginaient, les sondages se sont encore plantés et le bourrage de crâne médiatique n'a pas eu les résultats escomptés. Il fallait les voir, au soir de premier tour, avec leurs mines déconfites, tenter de sauver les apparences tandis qu'ils n'étaient même pas sûr que de faire une audience supérieure à celle de KTO-TV.

Comment ? Alors que tout avait été orchestré pour que le Rassemblement National se retrouve face à LERM au second tour, les deux formations sont dans les cordes ! Qu'ils étaient ridicules ces petits garçons pris les doigts dans le pot de confiture, le lundi de l'entre-deux-tours. Les chaînes d'infos avaient invité à l'avance les finalistes supposés à commenter les résultats et les voilà face aux représentants de deux partis ayant pris une taule monumentale ! Tout était prévu d'avance sauf les deux-tiers d'abstention populaire en guise d'immense bras d'honneur. Pour une fois que la machine à manipuler déraile, il ne faut pas boudier notre plaisir.

Pour le reste... Avec 2/3 des inscrits qui s'abstiennent, la moindre des décences auraient été de voir une remise en question du système des représentants lui-même. Surtout pas !

C'est la faute au COVID, aux modalités de vote dépassé, à la privatisation (scandaleuse d'ailleurs) de la diffusion des professions de foi, aux partis qui doivent « réinventer » leurs discours et leurs pratiques, à la difficulté de ce genre d'élection quand on a pas une implantation locale ancienne, à la conjonction des astres, à la constipation des Orang-outans, au complot venu de mars : mais les faits sont têtus, deux tiers d'abstention et personne qui ne remette en cause la légitimité du scrutin ! Preuve que la volonté populaire n'a jamais été une préoccupation, tout juste une excuse.

Et les Français dans tout ça ? Les Français ne se font pas d'illusion sur les hommes et les femmes politiques, ni sur leurs promesses de changement. Ils les voient comme inutiles et interchangeables ou carrément nuisibles. S'ils se mobilisent pour voter, ce ne sera pas pour un candidat mais contre un autre. Et cette élection montre que c'est la même logique chez les électeurs du RN.

Alors est-ce que cette abstention est porteuse d'espoir ? Il faudrait pour cela que les abstentionnistes passe de la désillusion à la révolte, de la passivité à l'action. Sans quoi, rien ne changera : nous connaissons encore l'alternance habituelle qui accompagne la continuité des politiques antisociales... Et un jour un Rassemblement National banalisé au pouvoir.

Blasés et réfractaires.

Qui se plaindra de voir le Rassemblement National et la République en Marche se vautrer aux élections parce que l'abstention à monter en flèche ? A première vue, les dernières élections semblent aller dans notre sens. Mais il ne faut pas se réjouir trop tôt, nous ne savons pas de quoi l'avenir sera fait. Nous retiendrons surtout quelques enseignements.

La manipulation médiatique a des limites.

Les élites nous avaient préparé un duel Macron/ Le Pen, en prévision des prochaines présidentielles, leur échec est cuisant et l'appareil médiatique a échoué. Le parti présidentiel a beau le nier, la politique du gouvernement est conspuée. 7% des suffrages d'un tiers des électeurs. La politique du gouvernement est soutenue par 2% des Français. Au mieux. Comment s'en étonné lorsque l'on se rappelle que Macron n'a pas été élu sur son programme mais contre Le Pen. Et il ne mise pas sur un autre scénario pour tenter de se faire réélire.

Quant au RN, l'échec est d'autant plus cuisant que la campagne médiatique visant à le faire monter a décomplexé les racistes ordinaires qui ont ouvertement dégueuler leur haine au quotidien, entretenant un climat délétère.

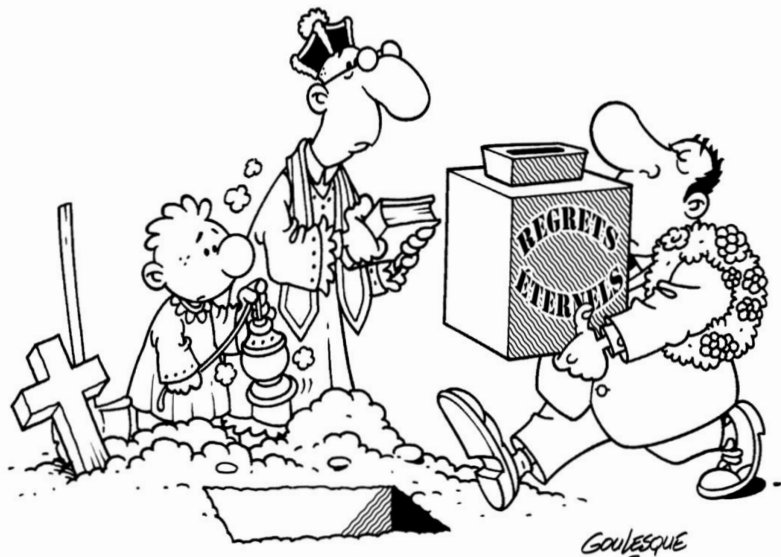
Le Rassemblement National est devenu un parti comme les autres.

Le plus étonnant, peut-être, est que le RN ne bénéficie pas de l'abstention : une partie de son électorat a déserté les urnes.

Le mouvement des gilets jaunes l'avait révélé, les dirigeants du RN sont mis dans le même sac que les autres politiques. La « banalisation » du RN a son revers : le RN est devenu un parti comme les autres, et comme les autres, il pâtit de l'abstention.

Cette banalisation du RN pose une question : est-ce le RN qui s'est normalisé ou est-ce que ce sont les autres partis qui ont adopté ses thèmes politiques ?

Si le FN joue au loup du petit chaperon rouge, on peut se demander si le petit chaperon rouge n'a pas endossé la chemise brune. La sécurité reste le thème central des discours politiques. Il ne faut pas réduire la banalisation du RN à son acceptation très prochaine de l'euro qui lui permettra de devenir un parti de gouvernement acceptable pour les élites, il faut également l'observer dans l'introduction des thématiques et des valeurs du Front National dans les discours des autres partis politiques. Les partis politiques et les médias ont une responsabilité historique effroyable dans cette « droitisation » d'une partie importante des mentalités.



Blasés et réfractaires (suite...)

Les Français en se font pas d'illusion sur le système parlementaire.

Les hommes politiques peuvent s'évertuer à inventer les explications les plus fumeuses pour le cacher : 66% d'abstention, c'est un énorme camouflet pour le système des représentants.

Toutefois, cela ne veut pas dire que les choses vont changer, automatiquement.

Personne n'a parlé d'invalider l'élection. Du côté des lites, ce n'est pas étonnant : même avec 10% de votants, ils reconnaîtrons la légitimité de l'élection, quitte à gouverner à coup de matraques. Ils le font déjà. Mais nous ne voyons pas se profiler un mouvement populaire pour s'insurger contre la prétention des politiques de gouverner dans ces conditions.

L'abstentionnisme n'est pas homogène : ce n'est pas parce que les médias ont l'habitude d'assimiler les blasés au réfractaires que nous devons faire l'inverse. Le mouvement des gilets jaunes a été un signe fort de la montée en puissance de la révolte dans notre pays. Malheureusement, elle est encore minoritaire.

Aujourd'hui encore, beaucoup d'abstentionnistes sont des blasés qui ne se font pas d'illusion mais supportent encore le système. Cela sont susceptibles de repartir aux urnes pour empêcher Le Pen d'arriver au pouvoir ou bien, au contraire, d'aller voter Le Pen pour sanctionner les autres. Quand tout se vaut... tout est possible. Car ce qui est le plus inquiétant aujourd'hui c'est de voir la confusion qui s'installe chez beaucoup entre le refus des politiques et de la politique. Tous pourris et tout se vaut.

S'il faut rejeter le système des représentants et les partis politiques, l'enjeu de ces prochaines années sera de réhabiliter les valeurs morales et les positionnements politiques dans la société. C'est à ce prix que l'abstentionnisme pourra dépasser le statut d'un mouvement de rejet.

Jipé

Les Reclusiennes 2021, les 8, 9 et 10 juillet à Sainte-Foy-la-Grande

JEUDI 8 JUILLET

11h00/13h00 - La Commune il y a 150 ans, à Paris mais aussi dans d'autres villes de France, au Japon, ... Animateur de la table-ronde: Philippe Pelletier; Table-ronde: Quentin Deluermoz (professeur d'histoire contemporaine, Université de Paris), Federico Ferretti (après commune dans la Jurassienne), Jeanne Vigouroux (Les Amis de Ste Foy), Les frères Reclus engagés dans la Commune.

15h00/17h00 - Le Mythe de la Commune, imaginaire et réalité - Animatrice de la table-ronde: Jeanne Vigouroux; Les artistes et la Commune (Juan Chica-Ventura); La Commune et les chants révolutionnaires (Gaetano Manfredonia)

18h00 - Apéritif chanté - 19h00 - La Commune de Paris vue par les Reclus (Elisée, Elie, Paul, Louise...) - Lectures: Nicolas Eprendre et Anthony Bouillonnois - 21h00 - Repas de rue place de la mairie, concert de musique cubaine «Charanga Mestica»

VENDREDI 9 JUILLET

10h00/12h00 - Les héritiers de la Commune: de l'expérimentation territoriale au changement de modèle social - Animateur de la table-ronde: IESC (Institut d'écologie sociale et de communalisme); La commune du maquis du minervois (Guillermo et Suno); Le Rojava (Pierre Bance); Le Chiapas (Floréal Roméro, Daniel Salis Martínez)

12h00 - Batiste Combret, réalisateur, présente le film «Les Pieds sur Terre» sur la ZAD ND des Landes. DE LA COMMUNE AUX (BIENS) COMMUNS: QUESTIONS ACTUELLES - Animateur de la table-ronde: Franck Cormerais (Université Bordeaux-Montaigne)

14h30/16h00 Table-ronde 1 - Propriété et finance au cœur des communs: Les communs et la propriété (Pierre Crétois, philosophe, Université Bordeaux Montaigne); - Les communs et l'économie (Marc Humbert, économiste, Rennes 1, Mouvement convivialiste); Les communs et la finance: cryptomonnaies, automatiser la confiance pour se réapproprier la monnaie (Patrick Moreno, administrateur de l'AFIA, Association française de l'Intelligence Artificielle)

16h00 - Chansons- 16h30/18h00 Table-ronde 2 - Ecologie, santé et connaissance en commun: Communs et écologie (Jean-Hugues Barthélémy, philosophe, CIDES); Communs et santé (Marie-Claude Bossières, médecin, expérimentation Plaine Commune); Communs et connaissance: Guerre et paix (Jean-Max Noyer, Prof émérite, sciences de l'information)

19h00 - Apéritif littéraire: Pierre Philippe, auteur de «Léo Melliet, député du Lot et Garonne, figure de la Commune de Paris» - Soirée cinéma

SAMEDI 10 JUILLET

10h00/12h00 - La Commune féministe: le rôle des femmes dans la Commune - Animatrice de la table-ronde: Chantal Crenn; l'engagement féminin (Chloé Leprince); La fabrique de la figure de Louise Michel (Sidonie Verhaeghe)

15h00/17h00 - Le rôle des minorités dans les mouvements de contestation et dans les révolutions

Animatrice de la table-ronde: Marie Poinso; Les archives sur la place des étrangers dans la commune (Musée de l'histoire de l'immigration); Les femmes sahraoïses (femmes et immigrées un combat politique pour le Sahara Occidental); Les Sénégalaises de Bordeaux et l'engagement

17h00 - Rencontre avec les communardes du Venezuela

18h00 - Synthèse créative des Reclusiennes - 19h00 - Remise du prix des Reclusiennes - 20h00 - Concert Manguidem Taf-Taf

Et tout au long des Reclusiennes:

Les expositions sur la Commune - Les expositions sur la Commune: fresque de l'artiste peintre Juan Chica-Ventura, exposition Vive la commune 2021, BD «La commune» de Bruno Loth, «portrait de communardes» de Danièle Mezuret, textes et livres rares sur la Commune.au cinéma.le festival des Reclusiennes est organisé par les habitants de Sainte-Foy-la-Grande, association Cœur de Bastide.

contact@coeurdebastide.fr www.coeurdebastide.fr- 44 rue Alsace Lorraine- 33220 SAINTE-FOY-LA-GRANDE Les Reclusiennes, un événement organisé par Cœur de Bastide

L'Education n'est plus un droit : elle est redevenue un privilège.

« Nous voulons que le seuil des écoles soit ouvert à nos enfants . » L'année où nous commémorons les 150 ans de la Commune de Paris, voilà que cette grande revendication ouvrière a toute les chances de revenir à l'ordre du jour.

Il y a beaucoup de critiques légitimes à faire au système éducatif mais cela en doit pas nous faire oublier de défendre ce principe fondamental : l'éducation doit être un droit, pas un privilège. Ce principe est tellement évident que les politiques n'ose pas l'attaquer de front, bien qu'ils font tout pour le faire disparaître.

Depuis des décennies, les politiques libérales - de droite comme de « gauche » (gouvernement Jospin avec Mélenchon à l'apprentissage incluse) – en sape les fondements pour arriver à leur objectif : faire de l'éducation un business et des hautes études l'apanage retrouvé des seules élites. Non pas qu'elles en étaient exclues – la reproduction sociale a toujours été la tendance lourde du système éducatif – mais parce que toute dépense publique en direction des plus pauvres est considérée comme du gaspillage et parce que l'idée de voir leur progéniture être confronté à la vile multitude a toujours été abhorré par ceux qui se considèrent supérieur. Et cela se retrouvait toujours avec les lycées d'élites, les grandes écoles jusqu'aux classes de niveaux du plus petit collègue. Alors quoi de nouveau dans le meilleur des mondes possible ? C'est que cette mise à l'écart de fait de la plupart des enfants des classes populaires est en train de s'institutionnaliser. Ce qui se faisait en catimini, en tordant les textes, va devenir la pratique affichée et acceptée comme naturelle.

Si un enseignement sommaire des pauvres reste nécessaire au système – il faut bien que la main d'œuvre bon marché puisse s'adapter à un mode technologique – il faut que cet enseignement en reste au strict minimum. Les préconisations de l'OCDE sont claires : dans l'avenir, dans les pays les plus riches, il faudra une élite ultra formée et une masse de main d'œuvre précaire, corvéables à merci, qui n'a pas besoin d'un haut niveau d'éducation. Au contraire, les éduquer pourraient en faire des rebelles.

Alors, depuis trente ans, au moins, les politiques œuvrent à cet objectif : arriver à un système à l'américaine avec un service public d'enseignement dégradé et minimum et un enseignement supérieur privatisé, et pour les élites. Le COVID a permis d'accélérer ce processus en actant la mise à mort du baccalauréat, c'est à dire d'un examen national permettant de comparer le niveau de tous les élèves sans tenir compte de leur origine géographique et sociale.

Faisons un bref historique du processus :

Acte 1 : Jack Lang fait passer en catimini, entre les deux tours des présidentielles de 2001, le projet U 3000 qui crée des « Pôles d'excellence » et des universités de seconde zone, avec des financements différenciés.

Acte 2 : Valaud-Belkacem constate que les universités n'ont pas les moyens d'accueillir tous les étudiants, par manque de moyens et sont donc hors-la-loi. L'Etat a-t-il rétabli les financements appropriés pour se mettre en conformité avec la loi ? Bien sûr que non ! Il a changé la loi pour que l'accès à l'Université de son choix ne soit plus un droit. C'est la mise en place de Parcoursup, c'est à dire d'une sélection opaque et électronique des candidats étudiants par les universités.

Problème : tant qu'il y a le bac, on peut se demander pourquoi une fac de science comme Jussieu refuse des étudiants de Seine-Saint-Denis obtenant un 16/20 en Physique au bac quand d'autres venus du XVI^e arrondissement sont accepter avec des 9/20... Et donc voici l'acte 3.

Acte 3 : Blanquer assassine le bac en deux étapes. Il met tout d'abord en place une réforme impraticable et anxiogène et sacrifie deux générations de lycéens, le temps que les élèves, les parents et les profs n'en puissent plus. Et aujourd'hui, suppression des E3C pour mettre en place un contrôle continu. En clair, cela veut dire que le bac n'est plus un diplôme national puisqu'il ne permettra plus de sanctionner un niveau identique entre les élèves de tous les établissements.

Désormais, il sera beaucoup plus simple pour les universités et les écoles supérieures, via Parcoursup, de choisir les élèves en fonction de leur origine géographique et donc sociale puisqu'il sera impossible de comparer les niveaux. Il ne reste plus qu'à différencier le financement des établissements du second et du premier degrés et nous serons parvenus à l'objectif libéral : la mise en place d'un enseignement à deux voire trois vitesses. Il faudra que ceux qui le peuvent se saignent s'ils veulent que leurs étudiants fassent des études. Pour les autres... restera l'aide à la personne, les boulots ubérisés, les postes de livreurs payés à la commande, le travail en intérim mal payé. C'est déjà le cas, mais ce sera pire. Ce monde est formidable.

Ta révolte sur notre blog:

<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>